

L'hydravion « N-C-4 » a accompli hier la 2^e étape (Les Açores-Lisbonne) de la traversée de l'Atlantique.

DEMAIN : RÉSULTATS COMPLETS DU "CONCOURS DES LIVRES CÉLÈBRES" EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.111. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

MERCREDI
28
MAI
1919

Vivre les uns pour les autres, vivre dans tous et dans chacun, comme on sent chacun de ses semblables vivre en soi, voilà la vraie destinée de l'homme.
BENJAMIN CONSTANT.

LE TRAITÉ DE PAIX VU DE BERLIN : LE POUR ET LE CONTRE

10.000 PERSONNES MANIFESTENT CONTRE LA SIGNATURE QUE 200.000 AUTRES RÉCLAMENT



LES MANIFESTANTS NATIONALISTES GROUPÉS AVEC LEURS PANCARTES DE PROTESTATION DEVANT LE PALAIS DU REICHSTAG



UNE AUTRE MANIFESTATION GROUPANT DES MILLIERS D'INDIVIDUS DE TOUTES CLASSES DÉFILE DANS LES GRANDES ARTÈRES
La signature du traité de paix préoccupe au plus haut point les Allemands. Dans les grandes villes, et principalement à Berlin, des manifestations ont eu lieu. Si beaucoup d'Allemands trouvent les conditions trop dures, un grand nombre d'entre eux, au contraire, veulent la paix à tout prix. A Berlin, 200.000 de ces derniers, socialistes indépendants, ont manifesté dans les rues pendant que 10.000 fidèles de Scheidemann protestaient contre la paix. On les voit ici en haut. Les pancartes disent : « L'Alsace-Lorraine doit disposer d'elle-même ». « 75.000 Allemands ont déjà été expulsés d'Alsace-Lorraine ».

POUR ÉQUILIBRER LE BUDGET

LE MINISTRE DES FINANCES PROPOSE 1.280 MILLIONS D'IMPÔTS NOUVEAUX

M. Klotz a déposé hier à la Chambre un projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales et prévoyant des sanctions sévères pour réprimer toute fraude.

LE MINISTRE EXPOSE AU SÉNAT SA POLITIQUE FINANCIÈRE

Les mesures envisagées porteront en général sur les taxes directes et indirectes existant actuellement, mais non sur l'impôt général sur le revenu.

M. Klotz, ministre des Finances, a déposé hier, sur le bureau de la Chambre, un important projet financier qui avait été approuvé le matin par le Conseil des ministres. Il s'agit de créer de nouvelles ressources fiscales dont l'ensemble atteindra, d'après les prévisions, 1.280 millions.

— Dès lors, a déclaré le ministre, le total

l'initiative, ne sera recevable si des créations ou relèvements d'impôts ne sont présentés en même temps pour un montant égal.

Enfin, le gouvernement présentera à brève échéance un projet sur le monopole des essences et des pétroles.

Comme nous l'indiquons plus haut, le rendement des taxes nouvelles que nous venons d'énumérer est évalué à 1.280 millions. Ce résultat s'accroît encore du produit des projets spéciaux envisagés pour les droits de succession, la taxe sur les accroissements de revenus et le monopole des essences.

UN GRAND DISCOURS DE M. KLOTZ AU SÉNAT

Quelques instants plus tard, répondant, au Sénat, aux interpellations de MM. Perchot et Mariné, M. Klotz faisait un exposé détaillé de notre situation financière.

Tout d'abord, il a affirmé la nécessité de pratiquer une politique de stricte économie. Il a escompté, à ce sujet, la fin de la politique du blé et des allocations, nécessaire pendant la guerre, mais qui a coûté à l'État 9 milliards en 1918 — 5 milliards pour le blé et 4 pour les allocations.

— Ce sont là, a-t-il dit, des dépenses qui doivent cesser. Le retour à l'état de paix va d'ailleurs faire disparaître beaucoup de charges extraordinaires.

En passant, le ministre a chiffré à 4 milliards, à la fin de 1919, le déficit des chemins de fer.

— Pourquoi les contribuables paieraient-ils ce déficit ? a-t-il demandé. La charge incombe aux voyageurs.

Une élévation des tarifs doit donc être envisagée.

M. Klotz a parlé ensuite des budgets futurs :

— Avec une dette de 10 milliards, a-t-il dit, une dotation de 4 milliards pour les services publics et de 2 milliards pour les dépenses militaires, on arrive à 16 milliards. Les recettes de 1919, abstraction faite de la liquidation des stocks, atteignent 9 milliards.

La reprise des régions libérées, de l'Alsace-Lorraine, le développement de l'activité économique permettent d'escompter une recette totale de 11 milliards. Le complément à obtenir par des mesures nouvelles est donc de 5 milliards.

M. Klotz a signalé, pendant le mois d'avril dernier, une plus-value de 157 millions sur les évaluations budgétaires, dont 77 millions sur les droits d'enregistrement. Nous avons ainsi remboursé à la Banque 200 millions, puis 100 millions, fait qui ne s'était pas produit depuis le début de la guerre.

Le ministre a montré la situation de notre dette extérieure : 27 milliards en capital et 1 milliard 500 millions en charges annuelles, avec, comme contre-partie, 7 milliards 200 millions d'avances à certains gouvernements étrangers et 4 milliards représentant des cessions de matériel à nos alliés, soit environ 12 milliards de créances.

Il a indiqué que le problème le plus pressant, à l'heure actuelle, était de trouver les crédits indispensables pour payer l'excédent de nos importations pendant les années qui vont venir et éviter ainsi la dépréciation de notre change.

— D'ailleurs, a-t-il dit, le rétablissement de nos changes dépendra surtout de la suppression de l'inflation fiduciaire à l'intérieur de notre pays.

M. Klotz a fait connaître ensuite les grandes lignes du projet qu'il venait de déposer à la Chambre. Il a enfin annoncé la réorganisation du marché financier.

Mais, a-t-il dit, il faut prendre des précautions avant d'autoriser la réouverture du marché à terme ; trop d'Allemands naturalisés occupent des situations d'intermédiaires à la Bourse de Paris ; il y a 28 membres du syndicat de la coulisse qui sont dans ce cas, et d'autre part, cinq maisons françaises appartenant à la coulisse ont des commanditaires ennemis.

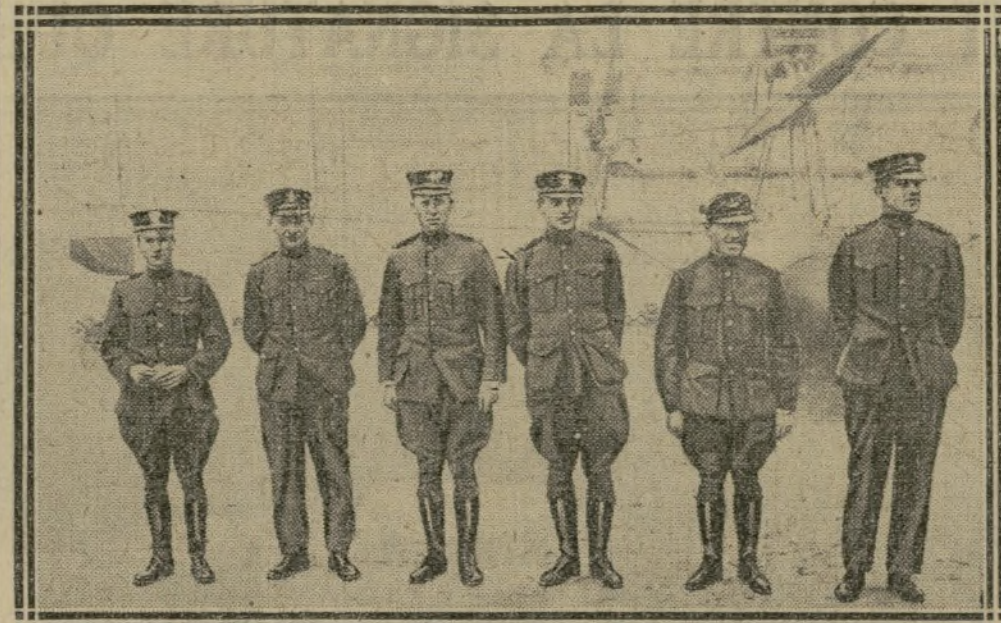
En terminant, le ministre a fait appel à la collaboration du Sénat pour vaincre des difficultés qui sont sérieuses, mais n'apportent pas celles dont le pays a su triompher pendant la guerre.

La suite de la discussion a été renvoyée à une prochaine séance.

DES AÇORES A LISBONNE

L'HYDRAVION AMÉRICAIN "N-C-4" A ACCOMPLI HIER LA 2^E ÉTAPE DE LA TRAVERSÉE DE L'ATLANTIQUE

Partis de Ponta-Delgada à 9 h. 20 du matin, le lieutenant Read et son équipage ont atterri à Lisbonne à 20 h. 2, couvrant 1.300 kilomètres au-dessus des flots en 10 heures 42 minutes.



L'EQUIPAGE DE L'AVION AMÉRICAIN N-C-4

De gauche à droite : lieutenant Read, commandant ; lieutenants Stone et Hinton, pilotes ; enseigne Rodd, télégraphiste ; ingénieur Howard, et pilote de réserve lieutenant Brees.

Le samedi 17 mai dernier, trois hydravions américains, le N-C-1, le N-C-3 et le N-C-4, prenaient leur vol, de la baie des Trépassés, à Terre-Neuve, pour franchir l'Atlantique, avec escale aux îles Açores et arrivée à Lisbonne.

Seul, le N-C-4, commandé par le lieutenant Read, réussissait à atterrir à Morta, aux îles Açores, le même jour.

Le N-C-3 dut amérir à une assez grande distance des îles Açores. Il fut recueilli par les torpilleurs et convoyé jusqu'au port.

Le N-C-1 se perdit en mer, mais son équipage fut recueilli et également amené aux îles Açores.

Jusqu'à hier, le N-C-4 fut retenu par le mauvais temps aux îles Açores, mais une éclaircie arriva enfin, et le lieutenant Read prit son vol. Voici les dépêches relatives à l'audacieuse tentative du pilote américain :

Le "N-C-4" est parti pour Lisbonne

LISBONNE, 27 mai. — Un radiotélégramme de Ponta-Delgada annonce que le N-C-4 est parti ce matin, à 9 h. 20, pour Lisbonne.

A deux cents milles du départ

NEW-YORK, 27 mai. — Le N-C-4 a passé au-dessus de la station n° 4, située à 200 milles du point de départ, à 12 h. 34.

A 11 h. 38, le "N-C-4" avait parcouru

le tiers de la route

LISBONNE, 27 mai. — Un radiotélégramme lancé par un des bâtiments américains qui jalonent la route des Açores à Lisbonne annonce que le N-C-4 est passé ce matin, à 11 h. 38, au-dessus de la station n° 2. Cette station se trouve au tiers environ de la route entre Lisbonne et les Açores.

A mi-parcours

LISBONNE, 27 mai. — A 14 h. 40, le N-C-4 a passé au-dessus de la station n° 7. Il avait, à ce moment, accompli plus de la moitié de son raid.

En vue des côtes d'Espagne

LISBONNE, 27 mai. — Le N-C-4 est passé au-dessus de la station 9, en vue des côtes d'Espagne, à 16 h. 30.

A deux heures de Lisbonne

LISBONNE, 27 mai. — On signale le passage du N-C-4 à 5 h. 10 au-dessus de la station 11.

Le N-C-4 serait à deux heures environ de Lisbonne.

L'atterrissage

LISBONNE, 27 mai. — Le N-C-4 est arrivé à Lisbonne à 20 heures 2 minutes. Sa vitesse moyenne a été de cent milles à l'heure.

Un raid anglais Lisbonne-Etats-Unis

LISBONNE, 27 mai. — Une mission d'aviation anglaise est arrivée ici et organise un raid aérien Lisbonne-Etats-Unis, avec escale aux îles Açores.

HAWKER VEUT RECOMMENCER

LONDRES, 27 mai. — Le sauvetage de Hawker a provoqué un redoublement d'activité des aviateurs rassemblés à Terre-Neuve en vue de la traversée de l'Atlantique. Hawker, lui-même, annonce qu'il recommencera sa tentative ; il reste confiant dans le succès.

Edimbourg, que Hawker a traversé ce matin avec Grieve, a porté les aviateurs en triomphe à la gare. Tout Londres se transporta à la gare de King's Cross, où Hawker arrivera ce soir.

Un message du secrétaire

de la Marine américaine

WASHINGTON, 27 mai. — M. Daniels, secrétaire de la Marine de guerre, vient d'adresser à Hawker et à Grieve un message les saluant au nom du service naval de l'aviation, et les félicitant de leur intrépidité et de leur courage.

Une fête aérienne en l'honneur

de Hawker et de Grieve

LONDRES, 27 mai. — On annonce que des préparatifs sont faits à l'aérodrome de Hendon pour organiser, samedi et dimanche prochains, en l'honneur de Hawker et de Grieve, une grande manifestation aérienne, à laquelle participeraient les principaux aviateurs britanniques.

Le raid aérien Paris-Rabat

CASABLANCA, 27 mai. — L'état du capitaine Coli est satisfaisant. Les contusions qu'il a reçues nécessitent un repos d'une huitaine de jours.

Le lieutenant Rogat a été reçu hier soir à l'Automobile Club de Casablanca. Le journal Maroc-Sport lui a offert ensuite un banquet et lui a remis le prix en espèces, résultant de la souscription publique, offert au premier aviateur venant de France dans la même journée.

Le vote des femmes

Le Sénat a nommé, hier, neuf nouveaux membres de la commission chargée d'examiner la proposition concernant le vote des femmes.

Ont été élus : MM. Sarraut, Savary, Laurent Thiéry, Rouby, Magny, Bienvenu-Martin, Castillon, Limouzin-Laplanche, hostiles ; M. Milan, favorable.

La commission est donc aujourd'hui composée de vingt-sept membres, dont un tiers seulement paraît favorable en principe au vote des femmes.

"EXCELSIOR" EN RUSSIE

LES PAYSANS VEULENT LA TERRE, LA PAIX ET LES AGRÈMENTS DE LA VIE

Les bolcheviks cherchent à s'attacher les masses rurales en déclarant qu'ils feront tous leurs efforts pour améliorer et organiser les fermes et pour aider les petits propriétaires.

MAIS LE MÉCONTENTEMENT CROIT DE JOUR EN JOUR

Le petit cultivateur est l'homme futur de la Russie, et un gouvernement qui le méconnaîtrait ne saurait durer et serait renversé.

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL]

PÉTROGRAD, mai 1919. — Le gouvernement bolchevik s'est montré complètement incapable de résoudre les questions agraires. Le problème le plus brûlant de l'heure, c'est bien celui qui concerne l'avenir de la terre.

Quand la révolution éclata, en bien des districts les paysans s'emparèrent tout simplement du sol et se le partageaient. Mais les querelles et les difficultés ne cessèrent pas entre les petits propriétaires et les ouvriers agricoles qui n'avaient pas de terres. Dès que le parti communiste fut au pouvoir, il prit invariablement le parti du cultivateur pauvre contre le petit propriétaire.

Il y eut des révoltes, et ce printemps même, plusieurs soulèvements dans les campagnes furent réprimés de façon sanglante. Le gouvernement des Soviets s'en tira assez facilement parce qu'il s'agit toujours d'émeutes locales manquant d'organisation. Mais le mécontentement continua de croître, et les paysans ont commencé à se révolter contre la force par une grève : « Nous ne produisons plus de nourriture pour les villes. » Et c'est la menace la plus dangereuse qui ait jamais été proférée contre la dictature des villes.

C'est alors que le gouvernement, affaibli, cherchant quelque moyen de combattre ce mécontentement, jugea que son plus sûr espoir était dans le petit propriétaire. Délibérément on se mit à le flatter pour se l'attacher. Récemment, à une séance extraordinaire du Soviet de Moscou, Lénine déclarait :

« Notre devoir est, avant tout, de continuer la guerre ; secondement, nous devons aider le paysan. Il nous faut répondre au socialisme dans les campagnes, mais l'agriculture, nous devons l'apprendre des paysans et non pas la leur enseigner. »

De même Kalinin, qui appartient à la classe paysanne et vient d'être élu président du Comité central exécutif en raison de sa considération pour les paysans, a déclaré :

« Ceux qui nous sont hostiles s'efforcent de créer de l'inimitié entre nous et les gens de la campagne. Nous devons convaincre les petits fermiers que les propriétaires à qui sont échues les fabriques et les maisons de commerce n'ont point essayé et n'essaieront pas de faire main basse sur les petites propriétés des paysans. Ni l'ancien ni le nouveau programme des communistes ne disent que nous voulons centraliser les biens des paysans et les transformer en propriétés communes. Bien au contraire, nous affirmons que nous ferons tous nos efforts pour améliorer et organiser les fermes, et pour aider les propriétaires de conseils techniques et autres. »

Parmi les ordres de Trotsky à l'armée rouge, il s'en trouve trois où le révolutionnaire prend parti pour le petit fermier. On en jugera par ces extraits :

« Soldats, camarades ! Les paysans se plaignent fréquemment de l'armée rouge. Il existe en ce moment des hommes assez peu intelligents et disciplinés pour faire du tort aux paysans. »

J'ai écrit maintes fois que le paysan est l'homme futur de la Russie. Sur cent Russes il en est quatre-vingts qui lui ressemblent, et c'est par le nombre qu'il gouvernera son pays. Un gouvernement qui le méconnaîtrait et tâcherait d'exaucer ses vœux ne saurait durer longtemps. Il veut la terre, et il l'aura. Si Kolchak réussit et ne lui donne immédiatement la terre, il le renversera. »

Si les bolcheviks ne lui permettent pas de garder la terre, tout en donnant la paix et les agréments de l'existence, il les renversera.

Ce sont les paysans russes qui résoudre le problème russe.

FRAZIER HUNT.

Copyright by Excelsior (France), and Chicago Tribune (United States of America), 1919.

A PARTIR D'AUJOURD'HUI LE PRIX DU TABAC DES CIGARES ET DES CIGARETTES EST AUGMENTÉ

La Chambre et le Sénat ont voté hier le projet de loi qui fixe ces augmentations, et l'"Officiel" le publie ce matin.

Le scaferlati ordinaire est porté de 20 à 25 francs le kilo ; les tabacs, cigares et cigarettes sont augmentés d'environ 40 0/0 ; les tabacs et cigares de luxe, de 100 0/0.

La Chambre et le Sénat ont voté hier un projet de loi augmentant les prix actuels des tabacs, cigares et cigarettes. D'après les dispositions adoptées, le prix du scaferlati ordinaire est porté de 20 à 25 francs le kilo ; les prix des autres tabacs, cigares et cigarettes sont augmentés d'environ

40 0/0 ; le prix de tous les tabacs de luxe, y compris les cigares, est augmenté de 100 0/0.

Le projet gouvernemental, qui visait seulement les tabacs, cigares et cigarettes — les tabacs de luxe pouvant être augmentés par décret et les tabacs de troupe n'étant pas touchés — fut déposé par le ministre des Finances aussitôt après la lecture de la déclaration dont nous donnons le texte d'autre part. M. Klotz en demanda la discussion immédiate, appuyé cette fois par M. Louis Marin, rapporteur général de la commission du budget, qui invoqua la nécessité d'agir vite pour empêcher les débauches de spéculation dans le cas où ils seraient tentés de le faire.

Quelques protestations s'élevèrent. — Comment pouvez-vous craindre des spéculations ? fit-on observer à M. Louis Marin. Il n'y a, dans les débits, ni tabac, ni cigarettes.

M. Lenoir demanda au ministre de donner à la Chambre l'assurance qu'entrepôts et débits seront convenablement pourvus. M. Ernest Lafont protesta contre la méthode qui consiste, au moment où le désastre financier éclate à tous les yeux, à voter sans examen une taxe nouvelle.

M. Tisserand insista pour connaître les bénéfices réalisés et les pertes subies pendant que, dans les ports, on laissait pourrir le tabac sur les quais.

Par contre, M. Augagneur déclara : — Nul n'est obligé de fumer ! Le tabac est un article de luxe et on peut le taxer sans inconvénient.

M. Sargent, sous-secrétaire d'Etat aux Finances, soutint le projet, dont on attend, pour la première année, un supplément de recettes évalué à 150 millions.

On a souvent prétendu qu'il n'y avait pas de tabac, dit-il. Cependant, alors que, pendant les quatre premiers mois de 1918, le total des scaferlati expédiés par les manufactures avait été de 10.448.000 kilos, il a atteint 11.157.000 kilos — tabacs de troupe compris — en 1919. De même, les expédi-

tion de tabac a été de 1.400 millions de francs en 1918 et de 1.362 millions en 1919. On a dit aussi que le scaferlati était à 5 francs le kilo en 1918 et à 6 francs en 1919. C'est faux. Le scaferlati était à 5 francs le kilo en 1918 et à 6 francs en 1919. C'est faux. Le scaferlati était à 5 francs le kilo en 1918 et à 6 francs en 1919. C'est faux.

Le projet du gouvernement renforce les amendes en matière pénale ou fiscale ; il porte qu'aucune proposition de suppression ou de réduction d'impôt, d'où qu'en vienne

LE "SÉDUCTEUR" LANDRU A ÉTÉ AMENÉ, HIER, AU PALAIS DE JUSTICE



LANDRU ARRIVE, MENOTTES AUX MAINS

C'est par surprise que la première photo a pu être prise. Le "séducteur" s'est ensuite voilé obstinément la face avec un grand mouchoir à carreaux dit "de priseur". Sur

LANDRU ATTEND L'APPEL DU JUGE

la dernière photo, M. de Moro-Giafferi, qui a passé de M. Charles Humbert à Landru, suit son nouveau client, qu'il vient d'assister devant le juge d'instruction.

LANDRU SORT DE L'INSTRUCTION

SHAPEAUX

21, Rue Darnaud,
95, Ch.-Elysées.

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE
COMMERCIALE, COMPTABILITÉ, STENO-GRAPHIE, LANGUES
Préparation aux Brevets et aux Baccalauréats

LA CHAMBRE SPÉCIMEN

PAR ADRIEN VÉLY

L'harmonie ne régnait pas précisément au sein de la maison Bour et Rataam, nouveautés en tous genres, étoffes, ameublements. M. Bour ne cessait de critiquer les conceptions commerciales de M. Rataam ; M. Rataam affectait de dédaigner les aptitudes de M. Bour. A vrai dire, les deux associés se jalousaient l'un l'autre, et ils ne perdaient aucune occasion de se témoigner réciproquement les sentiments contraires qui les animaient. Ce jour-là, entre autres, M. Bour dit à M. Rataam : — Ah ! elle est jolie, votre nouvelle idée !... — Nous ne tarderons pas à voir ce qu'elle vaut, répondit M. Rataam. — C'est ce que l'on peut appeler un coup d'épée dans l'eau, ou, si vous préférez, beaucoup d'effort pour pas grand chose... — Vous me permettez d'être d'un avis tout à fait opposé. — Depuis quinze jours vous avez fait disparaître une de nos vitrines derrière une palissade... Les passants se demandent ce qui peut bien se préparer derrière ces planches... — C'est donc de la bonne publicité !... — Ce serait, en effet, de la bonne publicité, si vous vous étiez arrangé de manière à satisfaire la curiosité publique... Mais, demain, quand la palissade sera enlevée, qu'est-ce que vous aurez à montrer à la foule ?... Une chambre à coucher, une simple chambre à coucher !... C'est peu... — En tout cas, cela me suffit... Et j'estime que j'aurai réalisé un excellent résultat en installant sous les yeux de tous, et dans la rue même, si je puis dire, notre chambre à coucher moderne, disposée et mise en valeur comme il sied, avec tous ses meubles rangés à la place qui convient. — Dans la rue !... C'est justement cela que je vous reproche !... Notre chambre est dans la rue !... Encore si elle en était séparée par des glaces !... Mais vous avez fait enlever celles-ci, de telle sorte que chacun pourra pénétrer dans notre local, toucher, salir, abîmer les objets exposés... — C'est là justement que réside la supériorité de mon idée... Je veux que le client se trouve dans notre chambre spécimen comme s'il était dans la sienne... C'est ainsi que je compte le séduire et l'amener à nous acheter tout l'aménagement similaire... Qu'est-ce que quelques étoffes ou quelques boiseries défraîchies, si nous voyons les commandes affluer ?... — Tout est là... Verrons-nous les commandes affluer ?... — Je vous donne rendez-vous demain matin, pour l'enlèvement de la palissade. — Voilà un rendez-vous auquel j'aurai garde de ne pas manquer... Je veux assister à votre confusion... — Vous assisterez à mon triomphe... Le lendemain matin, une affluente compacte se pressait devant la vitrine débarrassée de la palissade qui la cachait. MM. Bour et Rataam se trouvaient parmi les curieux amassés et observaient leurs attitudes, épiaient leurs impressions. M. Rataam avait fort galamment fait les choses. La chambre spécimen avait été arrangée avec un goût parfait. Un décor d'une sobre élégance encadrait les divers meubles. Des bibelots de style, des fleurs avaient été placés çà et là sur la cheminée et sur les guéridons. Une ravissante lampe de bronze ciselée, posée sur la table de nuit, répandait sur les bois et les tentures une lumière diffuse, tamisée, grâce à laquelle les détails disparaissaient dans un ensemble harmonieux et discret. Les curieux regardaient tout cela, silencieux et immobiles. Bien que l'accès de la chambre spécimen fût ouvert à tous, aucun n'avait encore osé pénétrer dans le sanctuaire. Et M. Bour laissait tomber sur M. Rataam un regard de supériorité méprisante. Et soudain il se produisit un coup de théâtre imprévu pour tous, même pour M. Rataam. La couverture du lit se rabassa lentement, et l'on vit émerger de dessous les draps une tête bronzée, puis un visage tourmenté au milieu duquel s'ouvraient avec peine, et en clinquant, des yeux encore chargés de sommeil. Ce spectacle, bien mieux que n'aurait pu l'espérer M. Rataam, rompit la glace. La glace, attirée, amusée, commença de pénétrer à l'intérieur de la chambre spécimen. Et déjà des questions gouaillardes partaient à l'adresse de l'homme — car c'était un homme — au réveil de qui l'on venait d'assister : — Eh bien, mon vieux, la nuit a-t-elle été bonne ?... — Qu'est-ce que tu penses du coton ?... — Tu l'en es payé, un coup de traversin !... M. Rataam, la figure décomposée, dit à M. Bour, d'une voix sourde, rageuse : — C'est vous, naturellement, qui avez eu cette idée-là !... M. Bour répondit du tac au tac : — Il n'en fallait pas moins pour compléter la vitrine !... Et se rapprochant rapidement de l'ex-dormeur, qui était encore étendu, tout habillé, dans le lit : — Venez-vous... j'ai à vous parler... Il l'entraîna dans son cabinet, tandis que les assistants, emballés par une aussi originale publicité, se pressaient autour de M. Rataam, qui recevait déjà quelques commandes. Et M. Bour demanda sévèrement à l'homme : — Qu'est-ce que vous faisiez dans notre lit ?... — Je vous en supplie, s'écria celui-ci, ne me faites pas arrêter !... — Cela dépendra de votre réponse... Qu'est-ce que vous faisiez dans notre lit ?... — Eh bien, voilà... Je vais tout vous dire... Je suis un pauvre diable qui couche plus souvent qu'à son tour à la belle étoile... Les bancs, les ponts, les encoignures de portes cochères, les démolitions, les chantiers, c'est tout ce que je connais en fait de toiles... Et j'ai plutôt le choix, à Paris, quand il fait beau... Seulement, cette nuit, le temps menaçait... J'ai zébré une palissade... Bonne aubaine !... J'ai écarté une planche, et je me suis glissé à tâtons à l'intérieur... Ah ! mince, un lit !... Et quel lit !... J'étais pas plus tôt dedans, pour voir tout le rendement, que je me suis mis à bâiller comme un ver... Je me suis mis à bâiller comme un ver... Je me suis mis à bâiller comme un ver... Vous n'allez pas me faire arrêter ?... — Non, à une condition... — Laquelle ?... — C'est que vous reviendrez, chaque nuit, moyennant une rétribution quotidienne de cinq francs, coucher dans ce même lit... — Comment, c'est tout ?... — Non, il y a encore autre chose... J'ai un associé... S'il vous demande quand je vous ai engagé, vous répondrez que c'était hier... — Oh ! je faire une combine là-dessous... Je demande dix francs... — Vous en aurez quinze. — Adrien VÉLY.

A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

LES "QUATRE" DÉCIDENT L'ENVOI D'UN MESSAGE A L'AMIRAL KOLTCHAK

Les "Dix" ont poursuivi la mise au point du traité avec l'Autriche, dont la plus grande partie sera remise vendredi à la délégation autrichienne.

LE PROBLÈME DE FIUME

L'Italie renoncera conditionnellement à la cité adriatique et exigera l'exécution intégrale du traité de Londres.

Le Comité des "Quatre" a continué hier à examiner la question de la reconnaissance du gouvernement Koltchak. Il a décidé d'envoyer à ce dernier un message sur les modalités — pour reprendre le terme consacré — de la reconnaissance. « On demande des enseignements au notaire de la famille. » C'est en ces termes qu'un membre de la carrière traduisait cette formalité. On veut s'assurer que la future constitution sera essentiellement démocratique et que l'assemblée chargée de l'établir sera convoquée le plus tôt possible. L'amiral Koltchak n'a jamais pensé, d'ailleurs, autrement.

Les "Dix", c'est-à-dire les chefs de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères, ne sont réunis dans l'après-midi pour poursuivre l'étude du traité avec l'Autriche. Ce traité sera remis vendredi à midi, à Saint-Germain-en-Laye, à la délégation autrichienne, ou, du moins, on lui remettra la plus grosse partie du traité, à savoir ce qui traitait la Société des nations, aux clauses militaires, navales et aériennes, et territoriales. Les clauses financières seront probablement réservées, en raison des intérêts multiples qu'elles touchent, intérêts que nous avons exposés récemment, elles ne sont pas encore définitivement arrêtées.

Tel a été, brièvement résumé, le travail des deux grands comités. Mais les pourparlers diplomatiques ont eu, en dehors d'eux, une certaine activité.

Sur la question de Fiume, notamment, il semble qu'il y ait une orientation nouvelle. Devant la décision formelle du président Wilson de ne rien changer à son point de vue, M. Orlando aurait déclaré renoncer, provisoirement tout au moins, au port de Fiume, mais seulement dans le cas où l'accord ne pourrait être réalisé sur une formule transactionnelle. Comme on le voit, il ne s'agit nullement d'une renonciation sans condition. D'ailleurs, l'Italie, par contre, exigeait l'exécution intégrale des provisions du traité de Londres de 1915, sans être tenue à aucune des concessions qu'elle avait proposées de faire sur ses revendications dalmates. En résumé, on se trouve en face d'un changement de tendance accentué, que la France, en particulier, va s'efforcer de faire suivre d'une solution définitive du litige.

Pour Orlando, nous avions indiqué hier que le comte Morgenthau perdait du terrain. Elle en a suffisamment perdu, croyons-nous, pour que l'on tienne déjà de lui substituer quelque chose.

Enfin, la question de la relève des troupes britanniques en Syrie paraît avoir fait de sensibles progrès. On a circonscrit son évolution. Les différences de vues ne portent plus, à l'heure actuelle, que sur les régions voisines du lac de Tibériade, notamment les massifs du Hauran et du Druze, et la ligne de Caïffa, où se posaient certains problèmes stratégiques concernant la protection des avancées de l'Égypte.

En résumé, on paraît satisfait, en haut lieu, du cours général des pourparlers diplomatiques. — JEAN MÉNEVAL.

Une note officielle allemande sur les contre-propositions

BALE, 27 mai. — Les journaux allemands reproduisent une dépêche officielle de Versailles dans laquelle M. Brockdorff-Rantzau fait savoir spécialement qu'aucun gouvernement allemand ne peut conclure le traité tel qu'il est aujourd'hui, du moment qu'il ne laisse au peuple allemand aucune possibilité de vivre. Il faut reconnaître certainement que la question de savoir si on peut signer ou non n'est pas encore mûre. On n'y pourra répondre que lorsque les gouvernements alliés et associés auront répondu au mémoire qui sera remis vraisemblablement mercredi au jeudi.

La délégation proposera les modifications essentielles, notamment dans les questions territoriales, économiques et financières. Toutes ces modifications sont longuement motivées, et si les gouvernements alliés et associés ne veulent pas jouer la comédie, ils doivent répondre objectivement point par point.

S'ils repoussent tout en bloc sans motifs détaillés, ils auront fourni au monde la preuve qu'ils voulaient jouer à Versailles la plus grande comédie de l'histoire du monde moderne jusqu'à maintenant. Jusqu'à preuve du contraire, on doit attendre pour voir si les représentants des grandes nations se prêtent à un jeu pareil.

Suivant toutes les prévisions, la décision ne pourrait être guère attendue avant le 15 juin, car les contre-propositions seront si étendues et si motivées avec de tels détails que l'examen durera huit ou dix jours, en sorte que la réponse des Alliés ne pourrait être attendue que vers le 15 juin. Les Alliés doivent lui faire ensuite un défilé pour répondre, et de cette réponse dépendra la question de savoir si le gouvernement d'Empire décidera seul de concert avec la délégation allemande, car on n'a pas pris encore de décision.

Le comte Brockdorff-Rantzau confère

Le comte Brockdorff-Rantzau a réuni, hier matin, à 9 heures, à Versailles, les autres plénipotentiaires membres de son conseil, avec lesquels il s'est entretenu de la situation.

A 10 heures, il a reçu les présidents des commissions financière et des matières premières, des bois et des responsabilités. Il s'est fait remettre les conclusions des commissions. On pense que le comte Brockdorff-Rantzau ajoutera personnellement un chapitre au contre-projet sur la répartition des matières premières.

Le personnel de la délégation allemande quittera ce soir Versailles

Une partie assez importante de la délégation allemande quittera ce soir Versailles. Elle comprendra notamment les conseillers techniques dont la tâche est terminée, les secrétaires et dactylographes qui constituaient leur personnel, ainsi que quelques journalistes ; au total cinquante ou soixante personnes.

5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

EN RUSSIE

LES BOLCHEVIKS SONT BATTUS ET LEUR FRONT PERCÉ VERS PSKOF

Le colonel Rodzianko a brisé, d'autre part, la résistance des rouges près de Kikerine.

LONDRES, 27 mai. — On mande d'Helsingfors au Daily Mail, que, suivant les dernières nouvelles reçues du front d'attaque contre Petrograd, les troupes de la Russie du Nord ont effectué une nouvelle avance de 12 kilomètres au sud-ouest de la capitale. Les bataillons commandés par le colonel Rodzianko, fils de l'ancien président de la Douma, ont brisé la résistance des bolcheviks près de la légation de Kikerine et sur la ligne Petrograd-Gatchina-Yamberg.

Ils sont emparés de plus de 1.000 prisonniers et de 20 mitrailleuses appartenant à une nouvelle division de chasseurs qui était destinée au front de Mourmansk, et a été dirigée, le 20 mai, sur Gatchina, en raison de la situation critique sur ce front.

On annonce de Revel que le général Yudenitch, commandant le corps d'armée de la Russie du Nord, a donné à ses troupes l'ordre de réduire leur avance vers Petrograd, sinon de l'interrompre tout à fait, en raison de l'impossibilité d'occuper Petrograd avant de pouvoir ravitailler la garnison et la population.

Une dépêche officielle de Revel annonce que l'armée esthonienne, après une courte préparation d'artillerie, a percé les troupes bolcheviks près de Psokof, au sud-ouest de Petrograd, et capturé plusieurs régiments et un grand nombre de canons et de mitrailleuses. Psokof était un centre de ravitaillement pour les troupes bolcheviks du front de Petrograd.

Les succès de Denikine LONDRES, 27 mai. — On mande d'Ekalimod, 21 mai, à l'agence Reuters. A la suite d'opérations militaires, qui ont duré cinq jours, sur la rivière Manikhe, le général Denikine a nettoyé la dixième armée bolchevik sur une distance de 200 milles, fait verser dans le golfe de la Baltique 3.300 prisonniers et s'empara de 13 canons. En outre, deux régiments bolcheviks entiers se sont rendus.

L'ailé droite de l'armée française a déjà avancé de 30 à 40 milles, au delà de la rivière.

LE LIEUTENANT READ PARTIRAIT CE MATIN EN AVION POUR L'ANGLETERRE

LISBONNE, 27 mai. — On dit que le lieutenant Read aurait l'intention de partir demain matin à destination de Plymouth, si l'état météorologique le permet.

Les Américains ont échoué entre Lisbonne et Plymouth quatorze contre-torpilleurs stationnaires pour jalonner la route des hydravions et parer aux accidents.

Le retour triomphal de Hawker et de Grievé en Angleterre

LONDRES, 27 mai. — Mrs Hawker décomposée de M. et Mme Sopwith, s'est rendue au-devant de son mari aujourd'hui et leur rencontre s'est faite à Grantham. On juge de la joie du vaillant pilote en trouvant, à son arrivée dans cette localité, celle qu'il n'avait pas vue depuis plusieurs mois et à qui sa tragique aventure avait causé tant d'émotion.

Hawker est également la surprise de recevoir, du haut des airs, la cordiale bienvenue d'un de ses anciens frères d'armes, le pilote Clifford Procter, délégué par les aviateurs britanniques pour lui fournir, à Grantham à Londres, une escorte aérienne. Grievé ne fut pas aussi favorisé que son camarade : son père, le capitaine Grievé, père mère, son, en effet, arrivé tard, à Londres, pour pouvoir aller le surprendre en cours de route. (Petit Parisien.)

NOUVELLES BRÈVES

Après avoir entendu la lecture du rapport de M. Alexandre Berard, la commission sénatoriale chargée de l'examen du projet de réforme électorale a décidé, hier, d'entendre, vendredi, sur la question, le ministre de l'Intérieur.

M. Levasseur a déposé, hier, une demande d'interpellation sur les « explications inexactes » données à la Chambre par le sous-secrétaire d'Etat à la Guerre lors du dernier débat sur le paiement de la prime de démobilisation.

L'Union républicaine du Sénat a nommé, hier, comme président, M. Jules Develle, et comme vice-président, M. Jules Develle.

La Chambre a adopté hier, à mains levées, la proposition de M. Daurou ayant pour objet la nomination par le gouvernement d'une commission de six membres pour l'examen du traité de paix.

La Chambre a validé hier la nomination de MM. Léon Bérard, Bouffandeau et Simyan comme membres de la commission spéciale d'endommagements par les opérations militaires.

M. Caillaux a été interrogé hier par M. Eugène Pécès sur les conséquences données à la presse allemande.

L'automobile de M. Louis Deschamps, sous-secrétaire d'Etat à la Démobilisation, est entrée, hier, en collision avec une autre automobile, à Melun. Le sous-secrétaire d'Etat a reçu quelques contusions, ainsi que son chauffeur.

Au cours d'un match de boxe franco-américain qui a eu lieu hier, au Mans, le boxeur parisien Ordville a porté un « direct » au cœur à son adversaire, Drabek, de Chicago, qui ce dernier a succombé sans avoir repris connaissance.

M. BROCKDORFF-RANTZAU QUITTERAIT LA FRANCE AUJOURD'HUI

Une nouvelle délégation, présidée par M. Bernstorff, viendrait à Versailles signer le traité.

NEW-YORK, 27 mai (dépêche particulière). — Des dépêches de Paris disent qu'on s'attend à ce que M. Brockdorff-Rantzau quitte Versailles pour l'Allemagne par train spécial, demain mercredi, et l'on croit que la délégation allemande actuelle sera remplacée par une autre dont la formation, confiée à Bernstorff, serait annoncée dans quelques jours. La nouvelle délégation recevrait comme instruction de signer la paix immédiatement. Le remplacement de Brockdorff serait provoqué par les nombreuses assurances données par le gouvernement allemand que le traité ne serait pas signé dans sa forme actuelle. Ebert et Scheidemann resteraient au pouvoir.

On dit également que l'Allemagne obtiendrait d'entretenir une armée permanente, légèrement plus forte que celle qui lui concède les préliminaires. Enfin, une convention entre les alliés et la Pologne accorderait aux juifs de cette nationalité les mêmes droits politiques qu'aux autres citoyens. (Chicago Tribune.)

Les troupes belges ont occupé Eupen

AIJ-LE-CHAPPELLE, 27 mai. — Les troupes belges ont occupé Eupen lundi, à midi. Les troupes françaises qui tenaient garnison dans cette localité depuis le début de l'occupation étaient parties dans la matinée.

Le train amenant les troupes belges avait débarqué, en cours de route, des compagnies destinées à occuper le Moresnet et l'Herbsthal belges ; elles cantonnent également dans l'importante commune de Raeren.

Les localités dont il est question dans le télégramme ci-dessus ont été attribuées à la Belgique par les préliminaires de paix.

Les Roumains et le Banat

BUCHAREST, 26 mai. — Le journal Universul de Bucharrest, annonce que les armées roumaines ont reçu l'ordre d'avancer dans la province roumaine du Banat, afin de réaliser les stipulations du traité de 1916.

M. Paderewski rentre à Paris

M. Paderewski est arrivé hier soir à la gare de l'Est, par train spécial, venant de Prague, à 21 h. 45. Il était accompagné de Mme Paderewski. Les honneurs militaires lui ont été rendus.

Un dîner à l'Elysée en l'honneur du président de la République du Brésil

Le président de la République et Mme Raymond Poincaré ont offert, hier soir, un dîner en l'honneur du président élu du Brésil et de Mme Epitacio Pessoa.

Au dessert, des toasts ont été échangés entre les deux présidents. M. Poincaré s'adressant au premier magistrat du Brésil, a déclaré notamment : « Depuis longtemps, vous êtes nos amis. Vous êtes devenus nos alliés. Cette alliance d'intérêts permanents et de sympathie réciproque, ne disparaîtra point dans la victoire. »

L'enquête parlementaire sur la métallurgie

MM. Louyet, membre de la chambre syndicale des métaux ; de la Trémoille et Mistral, députés, ont été entendus hier par la commission d'enquête sur la métallurgie française.

La commission entendra vendredi M. Mesimy, ancien ministre de la Guerre. Le maréchal Joffre est convoqué pour le 24 juin.

Les trois Espagnols de la rue Franklin

Les trois bûcherons espagnols, les frères Roverte et Antoine Fananas, qui furent arrêtés, on se le rappelle, rue Franklin, et trouvés porteurs de revolvers, seront définitivement poursuivis pour port d'arme prohibée.

L'enquête a établi, en effet, que leur excuse était valable, à savoir qu'ils n'étaient armés que pour se défendre, en cas de besoin, lorsqu'ils auraient touché les 80.000 francs qui leur avaient été versés pour leur recherche, et n'avaient nullement songé à tenter à la vie de M. Clemenceau.

Une affaire Donizetti

Les héritiers de l'illustre musicien réclament en justice trente années de droits d'auteur.

La première chambre du tribunal civil, présidée par M. Servin, a rendu, hier, son jugement dans l'affaire Donizetti.

Les petits-neveux et héritiers du grand musicien se plaignent de n'avoir jamais touché de droits d'auteur pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient assigné la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, M. Pedro Gailhard, depuis décédé ; M. Albert Carré et M. Lagrange, à qui ils réclamaient tous les droits d'auteur dus depuis 1868 — trente ans — pour les représentations de ses pièces qui ont été données en France. Pour être mis en possession des sommes qu'ils prétendent leur être dues, ils avaient

1914

MÉMOIRES DE GUERRE INÉDITS SPORTS

du MARECHAL FRENCH

Copyright by «Excelsior» (France), «Daily Telegraph» (England) and «New-York Herald» (United States of America) 1919.

LE TOURNOI INTERALLIÉ DE TENNIS

DEUX FRANÇAIS JOUERONT LES QUARTS DE FINALE

Deux Australiens, deux Américains, un Tchèque-Slovaque et un Canadien restent également qualifiés.

Le deuxième tour du tournoi interallié de l'armée américaine a donné lieu, hier, au Racing, à des matches fort disputés et à quelques surprises. Samazeuilh, qui ne semble avoir perdu aucune de ses qualités, a brillamment triomphé du Roumain Mitsu, qui vient de jouer une excellente série de tournois en Angleterre. Zemla, Tchèque-Slovaque au jeu précis, élimina Max Decugis, qui n'a pas encore retrouvé sa forme, en 4 sets. Watson Washburn, Patterson et Gobert, qui sont les grands favoris du tournoi, ont, par contre, assez nettement gagné leurs matches.

Les résultats techniques
 Watson Washburn (Am.) bat Brugnon (Fr.), 6-3, 6-2, 6-4.
 Zemla (Tchéco-Slov.) bat Decugis (Fr.), 6-4, 6-3, 6-4.
 O'Hara Wood (Austr.) bat Mathy (Am.), 6-3, 6-4, 6-3.
 Kozeluh (Tchéco-Slov.) bat Bennerais (Fr.), 6-4, 7-5, 6-1.
 Mayes (Canada) bat Popovitch (Serbie), 6-0, 6-4, 6-0.
 Patterson (Austr.) bat Zemla (Tchéco-Slov.), 1-6, 6-4, 6-2, 6-2.
 Samazeuilh (Fr.) bat Lecca (Tchéco-Slov.), 6-3, 6-4, 6-0.
 Breck (Am.) bat Lycett (Austr.), 6-1, 6-3, 8-10, 3-6, 6-3.
 Samazeuilh (Fr.) bat Mitsu (Roumain), 5-7, 6-4, 7-5, 1-6, 6-4.

Il reste donc en quarts de finale : deux Français, un Canadien, un Tchèque-Slovaque, deux Américains et deux Australiens. Ces quarts de finale auront lieu aujourd'hui et opposeront : Gobert à Kozeluh ; Washburn à Breck ; Patterson à O'Hara Wood ; et Samazeuilh à Mayes.

Le premier tour du double aura également lieu aujourd'hui, à partir de 2 h. 30.

Rappelons que l'entrée du terrain du Racing est libre pendant le tournoi. On peut se procurer des cartes : soit au Racing Club, 14, rue Duphot ; soit au Stade Français, 8, rue du Havre ; soit au Comité des Jeux de l'Armée américaine, 11, avenue Montaigne. — A. G.

LES MEILLEURS ATHLÈTES FRANÇAIS ÉVOLUERONT DEMAIN À COLOMBES

Une véritable fête d'Athlétisme aura lieu demain jeudi sur le terrain de Colombes. Cette manifestation sportive, organisée par l'U. S. F. S. A. avec le concours de l'Ecole de Joinville, sera un prélude des Jeux interalliés qui se disputeront au Stade Pershing dans le courant du mois de juin. En effet, toutes les distances et concours portés sur le programme de ces Jeux seront disputés par cinq ou six athlètes choisis parmi les meilleurs. Mais le clou de la réunion sera la démonstration d'athlétisme faite par les moniteurs de l'Ecole de Joinville ; cette démonstration rappellera celle faite à Strasbourg par ces mêmes athlètes, dont le travail d'ensemble est admirable. Enfin, également au cours de cette journée, nos scolaires disputeront leurs annuels championnats de France. Près de deux cents se sont engagés dans les diverses épreuves du programme, et parmi eux nous remarquons la présence de jeunes champions comme Durier, Glachant, Casella, Luneau, Lehousteux, Ader, etc., qui ont déjà figuré avec succès dans les divers interclubs de la saison.

Une musique militaire prêtera son concours à cette manifestation.

Communiqués

— Actuellement en préparation, l'édition 1920 du *Bohémien* paraîtra en décembre prochain, complètement remaniée et pourvue de renseignements des plus intéressants. (Prix de souscription : édition ordinaire, 12 fr. ; édition de luxe, 20 fr.) S'adresser 19, rue de l'Université, Paris (VI).

CHEMINS DE FER DE L'EST

TRAINS DE VOYAGEURS
 A partir du 30 mai courant, et sur la plupart des lignes du réseau de l'Est, de nouveaux trains de voyageurs seront mis en marche et des correspondances seront établies ou améliorées. Prière de consulter les affiches pour les horaires de ce nouveau service.

GRANDS MAGASINS DUFAYEL, PARIS

PALAIS NOUVEAUTE

DE LA

VENDREDI 30 MAI

TOILETTES-BAINS-MER

VOYAGE-SPORTS

CHAUSSETTES coton blanc 144 638 102 12 14 ans
 2.25 2.45 2.95 3.50

SOULIERS toile blanche ou couleur
 22-27 28-33 34-39
 11.50 13.50 15.50

VESTON polo, rayure noire et rayure ou velours
 39.90

PANTALON flanelle blanche ou couleur
 49.90

VESTON de plage, flanelle molletonnée
 55.90

PANTALON molletonné beige ou gris
 42.90

CHAPEAU breton, Bourdalou
 blanc ou couleur
 65.90

SOULIERS Charles IX ou Lamalle
 blanc ou couleur
 23.90

EN-CAS tussor, talon couleur
 13.90

ROBE fillette, voile uni, deux tons faisant opposition.
 Longueur 60-65 cm. 59.90

CHAPEAU souple, linon rose ciel ou nattier.
 9.90

CANOTIER paillasson forme mode.
 4.90

ROBE dernier genre en crêpon et grand col marin en crêpon
 168.90

CHAPEAU breton, paille avec ruban.
 53.90

JERSEY soie nuances nouvelles.
 105.90

CHAPEAU gros grain garni, nuances modes.
 42.90

MARIN français en belle toile blanche.
 57.90

POLOS TRICOT toutes nuances.
 4.90

LA BATAILLE D'YPRES

Deuxième phase (27-31 octobre)

(Suite)

Mais les événements importants se déroulaient ailleurs : entre Gheluvelt et au nord, et Messines à l'est.

Le bon heur, dans la matinée, Allenby rendit compte que Messines était violemment attaqué, et que le 9^e lanciers avait dû se replier, après avoir beaucoup souffert. La sortie est du village était tenue par les 4^e et 5^e Dragons Guards, et la situation était « franchement critique ».

Une forte attaque avait été déclenchée, peu après 7 heures, contre la droite de la 2^e D. C. ; un bataillon hindou de Rifles (le 57^e, rattaché à la 1^{re} D. C.) fut rejeté de ses tranchées. Les réserves, toutefois, tinrent bon, et les Inniskilling Fusiliers reprirent les tranchées perdues par le 57^e.

A 9 h. 30, de grosses masses d'infanterie furent signalées, marchant contre la 2^e D. C., entre Géstaverne et Roozebeck ; de longues colonnes ennemies avaient été vues sur la route Roozebeck-Saint-Elloi.

Peu après, j'allai au Q. G. d'Allenby, transféré à Groot Viersstraat (entre le mont Kemmel et Ypres). Comme nous finissions de discuter, Gough arriva. Il me rendit compte de la situation : il tenait le canal au nord-est d'Hollebeke, d'où il avait été rejeté la veille. Sa ligne, de là, se dirigeait vers le sud, pour rejoindre la gauche de la 1^{re} D. C. Il était entièrement maître de Wylschaele, mais il demanda à Allenby un soutien supplémentaire sur le canal. La brigade de Kavanagh (1^{re} et 2^e Life Guards, Royal Horse Guards), que Haig avait renvoyée, lui fut donnée.

J'appris, à ce moment-là, que les cinq bataillons français d'infanterie promis par Foch avaient reçu l'ordre de contre-attaquer de Verbranden Molen vers le canal, au point dangereux.

Les 2^e et 3^e D. C. furent violemment attaquées dans la journée, mais, quand vint la nuit, elles tenaient la même position que la veille au soir.

L'action la plus dure de la journée, sur cette portion du front, se déroula à Messines, à la droite d'Allenby.

Vers 9 heures, la cavalerie fut rejetée de Messines, ne tenant plus que deux maisons sur la lisière est. Etant donnée la forte pression ennemie sur d'autres points, l'envoi d'un renfort n'était possible jusqu'à l'arrivée de la 9^e brigade d'infanterie (Shaw). Elle arriva à Kemmel à 10 heures.

Gough envoya les London Scottish se joindre au 3^e hussards, comme soutien de la 4^e brigade de cavalerie, sous Bingham (Household Cavalry, régiment mixte, 6^e Dragons Guards, 3^e hussards), à la gauche de la 3^e D. C.

En même temps, trois bataillons français, appuyés par douze pièces d'artillerie, déclenchèrent leur attaque de Saint-Elloi à Géstaverne. Vers 11 h. 45, deux bataillons du King's own Scottish Borderers et du King's own Yorkshire Light Infantry furent envoyés pour reprendre la crête de Messines.

Le général de Lisle, de la 1^{re} D. C., commandant le secteur de Messines. Les Oxfordshire Yeomanry et un bataillon hindou constituaient les suprêmes réserves : je les lui envoyai.

Vers midi, comme la 1^{re} brigade de cavalerie se cramponnait encore à la lisière ouest de Messines, les London Scottish et le 3^e hussards lancèrent une contre-attaque au nord du village. A 3 heures, des progrès importants avaient été réalisés. Le H.P. C.A. avait repris les tranchées au nord de la Douve, jusqu'à un mille et demi de Messines.

Les King's own Scottish Borderers opéraient à droite du village, les King's own Yorkshire Light Infantry à gauche, les London Scottish et le 3^e hussards au nord. Une lutte violente s'engagea pour la possession du couvent et de la partie sud du village, d'où il était possible de reconquérir le terrain perdu. L'affaire tournait à notre avantage.

A ce moment-là, les nouvelles apparurent meilleures et je donnai l'ordre à Allenby de rejoindre Haig à Hooze, à l'est d'Ypres. Un bataillon français arriva en soutien des troupes combattant à Messines, juste au moment de mon départ.

J'appris plus tard que l'attaque du London Scottish était parvenue aux lisières nord du village peu après 14 heures : vers 16 heures, elle était arrêtée par le feu de l'artillerie lourde, sur la route Messines-Wylschaele. Un combat furieux s'était engagé dans les rues ; le village était très fortement bombardé ; mais, par la suite, les Allemands avaient été complètement rejetés de la localité : ils tenaient la partie est de la crête, avec les ruines d'une usine et quelques fermes au sud.

A la nuit, nous tenions vers Messines la même ligne que le matin.

La contagion des paniques

Comme je traversais Ypres, en me rendant au Q. G. de Haig, je remarquai les signes manifestes d'une agitation inaccoutumée. Quelques obus commençaient à tomber sur la ville. Il est étonnant de voir la rapidité avec laquelle la contagion de

la panique se répand dans une population civile. Je voyais des voitures chargées à rompre qui quittaient la ville ; les habitants, groupés dans les rues, jaccassant comme des singes, ou courant çà et là avec des figures d'épouvanté.

Quand nous passâmes devant l'antique Halle aux Draps, devant la vieille cathédrale, devant les autres monuments de l'architecture flamande qui ont fait la gloire de la ville, je ne réalisais pas encore que la « terreur » allemande devait réduire toute cette beauté à néant plus qu'un amas de ruines. Bien qu'aujourd'hui Ypres ait cessé d'exister, je songe avec reconnaissance que pas un soldat allemand n'y a mis le pied, si ce n'est comme prisonnier. Ici, comme à Verdun, « ils n'ont pas passé », et la gloire en revient à chaque soldat dans le rang.

A la sortie est de la ville, en allant vers Hooze, je me heurtai à un poste spécialement placé par le Q. G. du 1^{er} C. A. avec consigne d'empêcher qui que ce fût de quitter la ville.

Après avoir justifié de mon identité, je continuai mon chemin. Je n'avais fait guère plus d'un mille que le spectacle de la route me parut révéler une situation angoissante et menaçante. Il semblait que le 1^{er} C. A. tout entier se repât en désordre sur Ypres. Des obusiers lourds se dirigeaient vers l'ouest, au trot — c'est toujours là un symptôme très significatif de retraite — les voitures à munitions, les véhicules de toutes sortes bloquaient la route à perte de vue. Au milieu de la cohue, et sur les bas côtés, la foule des blessés se traînait aussi vite qu'ils le pouvaient, tous marchant vers Ypres. Et par-dessus les lèges passait le malement des obus — et dans les champs voisins, les explosions se succédaient, que l'écho répétait au loin.

Ce spectacle me remplit d'inquiétude et d'alarme. Mon auto ne pouvait avancer d'un pas ; il fallut donc descendre de voiture et gagner à pied le Q. G. de Haig. Ce que je vis en route n'était pas fait pour m'encourager, ni pour me donner espoir.

Désespérés

Le château de Hooze, où était établi le Q. G. de Haig, a depuis longtemps disparu, à la suite des terribles combats qui ont fait rage aux alentours. Mais, quand j'eus aperçu dans cet après-midi d'octobre, d'état type classique du château moderne, en briques rouges, réuni à la route par une courte avenue, fermée d'une grille. Les obus tombaient aux environs, et le château commençait à montrer les traces d'un feu d'artillerie.

Je trouvai Haig et John Gough, son chef d'état-major, dans une des pièces du rez-de-chaussée, penchés sur des cartes, et paraissant assez désespérés. Cependant, bien que fort troublés moralement et fatigués physiquement, Haig semblait frais et alerte, comme toujours.

Ils me firent tous deux un résumé de la situation. Voici ce qui s'était passé sur le front du 1^{er} C. A. :

Pendant la matinée, rien d'anormal à signaler sur la ligne. Vers 10 heures, une certaine confusion se manifesta au sud-est de Gheluvelt. Une contre-attaque locale échoua. Quelques tranchées à l'est du village sont perdues. Violent bombardement sur le front de la 7^e D. I. et de la 10^e brigade (2^e Bn Royal Sussex Regt, 1^{er} Bn North Lancashire Regt, 1^{er} Bn Northampton Regt, 2^e Bn King's Royal Rifles), pas d'attaque d'infanterie.

A 10 h. 30, la 1^{re} D. I. au nord de la route Ypres-Menin, est forcée de se replier, devant une forte attaque d'infanterie, appuyée par de l'artillerie. L'ennemi, commandant de la division, donne l'ordre à la 1^{re} brigade (Guards) : 1^{er} Bn Coldstream Guards, 1^{er} Bn Scots Guards, 1^{er} Bn Black Watch et 1^{er} Bn Cameron Highlanders de s'établir au nord de la route, prêts à prendre d'enfilade l'attaque ennemie.

Vers 11 h. 30, grâce au fort appui de notre artillerie, la situation vers Gheluvelt est meilleure ; mais, à 12 h. 45, des concentrations ennemies sont de nouveau signalées à l'est du village, et la situation redoutait menaçante.

Le général commandant la division prend ses dispositions pour une contre-attaque droit au sud, s'il est nécessaire, qui sera menée par le 2^e Worcesters (5^e brigade, 2^e D. I.). Peu de temps auparavant, comme suite à un rendu compte de la 2^e D. C., portant que des lignes successives d'infanterie se rassemblaient pour une attaque contre Géstaverne — un égard, également, à une demande très pressante du corps de cavalerie, la 6^e brigade de cavalerie (3^e Dragons Guards, 1^{er} dragons, 4^e hussards), une batterie de campagne et une batterie d'obusiers avaient été envoyées en soutien à 11 heures. La 7^e brigade de cavalerie (1^{er} et 2^e Life Guards, Royal Horse Guards) avait été portée, à 10 h. 30, à un point également distant de Hooze et de Zillebeke.

La ligne percée

Un officier d'état-major du 1^{er} C. A., envoyé en avant pour repérer la situation exacte de la 3^e D. C., arrive au Q. G. de

cette grande unité pour y trouver la situation critique : la ligne percée et une partie au moins de la division se repliant rapidement par la grand-route. Le général Lomax prescrit à ses réserves de tenir la droite est des hns, immédiatement au sud-est du coude de la route : la 7^e D. I. reçoit l'ordre d'occuper une ligne à cheval sur la route, sur le côté est du terre-plein du château, à l'abri duquel la 1^{re} D. I. pourra se rallier.

A ce moment-là, tout est calme sur le front de la 2^e D. I. tandis qu'au sud la 7^e D. I., renforcée par les éléments que le général Bulfin a réunis sous ses ordres, subit un violent bombardement. La retraite de la 1^{re} D. I. a découvert la gauche de la 7^e D. I. et, en conséquence, les Royal Scot Fusiliers (21^e brigade), solidement accrochés à leurs tranchées, sont isolés et encerclés. Une violente attaque d'infanterie est lancée à 13 h. 30 contre la droite de la 7^e D. I. ; peu de temps après, le général commandant la division porte deux de ses bataillons de réserve en arrière de sa droite.

Au reçu du compte rendu de la situation sur le front de la 1^{re} D. I., Haig donne l'ordre suivant :

« La ligne Frezenberg-Westhoek-coude de la grand-route-Klein Zillebeke-coude du canal doit être maintenue à tout prix. »

Haig et Gough m'apprirent de faibles nouvelles : Lomax avait été grièvement blessé ; Monro, commandant la 2^e D. I., blessé plus légèrement ; plusieurs officiers de l'état-major de la division, tués à 13 h. 45, pendant le bombardement du Q. G. ; la 2^e D. I. en conséquence, le général Bulfin fut désigné pour commander la 1^{re} D. I. et passa le commandement des 2^e et 3^e brigades au général Lord Cavan, commandant la 4^e brigade (Guards). Parmi les officiers tués était le pauvre Freddie Kerr, de l'Highland Light Infantry, que j'avais fort bien connu à Aldershot. C'était un homme d'avenir, l'un de nos jeunes officiers d'état-major qui promettaient le plus.

Mais la pire des nouvelles était celle de la 1^{re} D. I. : la ligne rompue, la division en pleine retraite à un mille à peine de l'ennemi, où nous étions, et les Allemands sur ses talons.

Ce qui m'affligeait plus que tout le reste, c'était la pensée que le 1^{er} C. A. allait finalement être contraint de battre en retraite, après sa glorieuse résistance. Tous ces hommes avaient, à mon avis, fait bien plus qu'on n'eût pu attendre d'une troupe ; et même s'ils devaient être jetés à la mer, le pays leur devait une éternelle reconnaissance pour les magnifiques combats qu'ils venaient de mener. Aucun blâme, non pas même l'ombre d'un blâme, ne pouvait être porté sur eux ni sur leur général.

Une entrevue dramatique

Je m'efforçai d'exprimer ce que je sentais à Douglas, cherchant à atténuer le coup que cette catastrophe serait, j'en étais certain, pour lui et ses officiers. Pour moi, à parler franc, il me semblait que notre ligne était finalement brisée. Dans ce cas, l'immense supériorité numérique de l'ennemi ferait de la retraite une opération très difficile, du fait surtout que nous avions Ypres et l'Yser immédiatement à nos pieds. Notre espoir semblait être de résister sur la ligne Ypres-Messines ; mais était une grave question de savoir si une résistance serait possible, en face d'une poursuite serrée et résolue. Personnellement, je voyais tomber la dernière barrière entre les Allemands et les côtes de la Manche : la situation me paraissait aussi grave qu'elle pouvait l'être.

Ce fut une demi-heure dramatique, la pire que j'aie jamais vécue dans mon existence, pourtant pleine de vicissitudes. La situation se réalisait vraiment le comble du dramatique. Vers 15 heures, un officier d'état-major arriva au galop devant le château, apportant la nouvelle que la 1^{re} D. I. s'était ralliée et se portait de nouveau en avant. Gheluvelt était, une fois de plus, entre nos mains !

La 1^{re} D. I. s'était reformée sur la ligne des bois à l'est du coude de la route de Menin. L'attaque ennemie sur la route avait été arrêtée par nos feux d'enfilade venant du nord.

Voici ce qui s'était passé : l'attaque contre la droite de la 7^e D. I. avait obligé la 2^e brigade, qui en faisait partie, à se replier, découvrant la gauche de la 2^e brigade (1^{re} D. I.). Le général commandant la 7^e D. I. avait utilisé ses réserves, déjà établies sur son flanc, pour reformer sa ligne, mais dans le même temps, la 2^e brigade, jugeant son aller trop dévié, avait été contrainte de battre en retraite. La gauche de la 2^e brigade reculait donc, pendant que la droite de la 7^e D. I. avançait, et se trouva très exposée, mais parvint à tenir ses anciennes tranchées, jusqu'à la tombée de la nuit.

A 14 h. 30, la situation apparut si grave que des ordres nouveaux furent donnés ; bien que tous les efforts fussent faits pour résister sur la ligne précédemment indiquée, si la chose était impossible, la ligne Verbranden-Molen-Zillebeke-Halte-Pottvitz devait être tenue jusqu'à la fin.

Mais les événements marchaient, et la balance, une fois de plus, penchait de

PASTILLES MIRATON
 Constipation
 3 fr. CHATEL GUYON 3 fr.

BONDIS & C^e
 45, Avenue de la Grande-Armée, 45, Paris
 VENTE EN GROSSE LOCATION
 Remise - Dégrè - Délai

Purifiez votre sang
 Fortifiez-vous
MORUBILINE
 en gouttes concentrées et tirées
 Goutte excellente - Bonne Digestion
 50, Place St. Louis, 50, Paris
 PHARMACIE du PRINTEMPS, 32, r. Joubert, Paris
 et toutes Pharmacies.

MARIAGES riches et pour toutes situations
 Maison de confiance. De 2 à 6 h.
 M^{me} Caris, 64, rue Damesnoy.

Laxatif - Dépuratif
GRAINS de VALS
 un seul grain
 au repas du soir
 Chasse la bile et Purifie le sang

64, Boul' Port-Royal, PARIS et toutes Ph^{ies}.

A LOUER près av. Henri-Martin, charmant hôtel part. très bien meublé, composé : cuis., sal., manger, gd salon, fumoir, jardin, 5 ch. de nuit, s. de b., log., 3 ch. dom. Conf. mod. Pr. 5.000 fr. par mois, juill. à oct. S'ad. Malleville, 51, bd Maiesherbes.

TISANE BONNARD
 2/40 la boîte 1^{re} Pharmacies (impôt excepté).

10^e toutes CONSULTATIONS JURIDIQUES
 par Spécialistes M^{re} CHABREY, 21, r. Mogador.
 Envoi Grat. d'un « GUIDE DU PLAINEUR et du DIVORCE »
 rap. rich., hon., rés. ass., mais 1^{er} ord. pat. tent. htes réf. pas conf. S'ad. Select-Office, 287, r. St-Denis, Paris. T. Cent. 90-12

MARIAGES riches et pour toutes situations
 Maison de confiance. De 2 à 6 h.
 M^{me} Caris, 64, rue Damesnoy.

MACHINES SINGER
 Machines à coudre
 Singer & Co.
 102, rue Richer, PARIS

Les propriétés ANTISEPTIQUES et DÉTENSIVES du Coaltar Saponiné Le Beuf
 font de ce produit, entre autres usages, un DENTIFRICE de première valeur.

En outre, il constitue un excellent gargarisme, capable de mettre à l'abri des maladies dont la gorge est la principale porte d'entrée (Grippe, Oreillons, Scarlatine, Angines couenneuses, etc.), ou de rendre celles-ci plus bénignes.

DANS LES PHARMACIES
 Se méfier des imitations.

J'ACHÈTE jusqu'à 5 fr. : platine jusqu'à 15 fr., argent au cours, dentiers, 0 fr. 75 la dent ; perles, brillants jusqu'à 2.000 fr. le carat. GRANE, 46, rue Lafayette, Paris. Téléphone : Bergère 48-53.

BOURSE ET FINANCE (6^e)
 Manuel très pratique. Contient toutes les notions indispensables aux Capitalistes. Ville à tous. Franco contre 1 fr. 50. A. DUBREUIL, 20, rue Rossini, Paris.

AUTOMOBILISTES ! ATTENTION !
 80 % des Constructeurs d'automobiles emploient la

BOUGIE EYQUEM
 85 % des Voitures au Front en étaient munies !

EN VENTE dans tous les GARAGES

PRETS
 IMMÉDIATS, en ESPÈCES
 SUR TOUTES GARANTIES
 BANQUE GÉNÉRALE, 5, r. Cambon, Paris (9^e arr.)
 Tél. Central 50-44. — MÉTRO : CONCORDE.

